

DÉCLARATION LIMINAIRE

FORMATION SPÉCIALISÉE DU CSA DE RÉSEAU PRÉFECTURES ET SGCD

10 AVRIL 2025

Madame la présidente,

Mesdames et messieurs les membres de la Formation Spécialisée du CSA de réseau préfetures et SGCD.

FO Préfectures et SMI souhaite revenir sur deux points marquants d'actualité en Outre-mer.

Concernant Mayotte, tout d'abord, nous souhaitons rendre hommage aux agents volontaires qui, notamment au sein du service social, ont œuvré pour l'amélioration des conditions de vie des agents résidents. Nous souhaiterions, pour la prochaine formation spécialisée, avoir un bilan des actions entreprises et des moyens apportés.

Pour la Réunion, ensuite, les épidémies succèdent aux catastrophes naturelles et les collègues, déjà fortement impactés par le cyclone, sont aujourd'hui confrontés au chikungunya.

L'application du jour de carence et de la toute nouvelle baisse de rémunération en cas de congés de maladie ordinaire conduisent les agents à venir travailler malades pour éviter une baisse de leurs revenus.

FO Préfectures et SMI vous demande instamment, dans ce contexte exceptionnel, de surseoir temporairement à ces mesures pour permettre aux agents de se soigner et d'éviter ainsi plus de contaminations encore dans la population.

Nous avons à l'ordre du jour de la présente séance de la formation spécialisée l'étude des résultats du baromètre social.

Résultats qui, comme nous le savions déjà, reflètent l'état d'esprit dégradé des agents des préfetures, sous-préfetures et SGCD.

Des charges de travail excessives et l'équilibre déficient entre vie professionnelle et vie privée sont relevés à travers les différentes réponses.

Beaucoup d'agents sont stressés et fatigués.

Nous y reviendrons en séance mais un seul chiffre pour résumer le ressenti de nos collègues : près de 40 % d'entre eux évaluent leur état d'esprit entre 1 et 5 sur 10 !

Une des caractéristiques de cet épuisement professionnel, c'est aussi ces milliers d'heures écrêtées chaque année, offertes à l'administration par les agents ... sans contrepartie et surtout sans récupérations horaires.



Aujourd'hui, à travers la France, beaucoup de cellules de veille, qu'il faudrait plutôt appeler cellules de crises, sont en cours mais ce n'est que l'arbre qui cache la forêt, d'autres pourraient utilement être activées.

Parallèlement, nous avons autant de cas individuels d'agents dans la détresse, en arrêts maladie ou faisant encore acte de résilience pour ne pas craquer.

Oui, nous sommes tous ici fonctionnaires, titulaires de notre grade mais pas de notre poste. Pour autant, est-il judicieux de placer sciemment des agents, qu'ils soient titulaires ou contractuels, en situation de difficulté, voire de souffrance, en leur imposant une surcharge des tâches et missions allant au-delà de leurs compétences et/ou responsabilités.

*Pour **FO Préfectures et SMI**, il y a un réel sujet autour des relations de travail et du management, avec des comportements toxiques. Nous demandons avec force un changement et surtout bienveillance, encouragements et valorisation des agents. Les signalements auprès d'allo-discr et les verbatims du baromètre social doivent servir d'alerte et tirer la sonnette d'alarme.*

Nous, représentants du personnel FO Préfectures et SMI, vous demandons d'accélérer les travaux en cours sur les visites de sites et sur la cellule de suivi des RPS.

Les calendriers de vos services sont chargés, Madame la présidente, mais il faut avancer. Notre objectif est d'aboutir à un véritable dialogue social enfin tourné vers le bien collectif. Lors du groupe de travail du 16 octobre 2024, vous vous étiez engagés pour la réalisation des visites de site. Nous ne voulons pas d'un travail commun ATE sur ce domaine. Nous demandons l'application du droit à l'identique de ce qui est fait depuis 10 ans sur le périmètre police nationale et est réalisé en administration centrale.

Aujourd'hui, l'état d'usure des personnels démontre l'inanité du concept de qualité de vie au travail, chimérique. Les personnels sont en quête de reconnaissance professionnelle, d'une réelle prise en compte de leur charge de travail et d'une rémunération à la hauteur de leur engagement.

*La santé mentale est la grande cause nationale : il faut aussi que ce soit celle du ministère de l'Intérieur ! À l'heure où les réseaux et les OS sont plus que mobilisés, nous allons au-delà des alertes habituelles pour vous dire : **il est urgent d'éviter un nouveau France Télécom !***

